



HAL
open science

Pouvoirs, identités et ressources : construction de la solidarité au Kirghizstan

Boris Pétric

► **To cite this version:**

Boris Pétric. Pouvoirs, identités et ressources : construction de la solidarité au Kirghizstan. Cahiers d'Asie centrale, 2011, La définition des identités, 19-20, pp.345-366. halshs-01848814

HAL Id: halshs-01848814

<https://shs.hal.science/halshs-01848814>

Submitted on 16 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pouvoirs, identités et ressources : construction de la solidarité au Kirghizstan

Power, identities and resources: the building of solidarity in Kyrgyzstan

Boris Pétric



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/1483>
ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 12 décembre 2011
Pagination : 345-366
ISBN : 978-2-84743-041-7
ISSN : 1270-9247

Ce document vous est offert par École des hautes études en sciences sociales (EHESS)



Référence électronique

Boris Pétric, « Pouvoirs, identités et ressources : construction de la solidarité au Kirghizstan », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 19-20 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 25 juillet 2018. URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/1483>

Pouvoirs, identités et ressources : construction de la solidarité au Kirghizstan

Boris PÉTRIC

Introduction

C'est une rumeur, concernant la possible cession à la Chine d'une bande territoriale située au nord du pays, à la frontière sino-kirghize, qui déclenche une série de manifestations contre Askar Akaev en mars 2002. Le Président kirghize est soupçonné d'avoir signé un accord secret avec Pékin lui octroyant plusieurs milliers d'hectares. Paradoxalement, c'est dans le sud du pays que cette affaire déclenche un mouvement collectif contestataire. Il prend naissance dans l'*oblast*' de Jalalabad (*rajon* d'Aksy), région où l'accès au foncier est devenu problématique compte tenu du manque de terres arables au regard de la densité de la population. Quelques semaines auparavant, le député d'opposition de cette circonscription, Azimbek Beknazarov, a été arrêté. Il accuse le gouvernement de l'avoir interpellé car il s'apprêtait à dénoncer publiquement le prétendu accord qui aurait été obtenu sans consultation du Parlement. De sa prison, il parvient à appeler à manifester contre cet accord qu'il juge anticonstitutionnel. Des manifestations dans la ville de Kerben réclament la libération du député, le départ d'Askar Akaev et la conservation des terres. Ces événements se solderont par la mort de six manifestants et la démission du Premier ministre, Kurmanbek Bakiev.

La tragédie d'Aksy comporte d'emblée une dimension régionale opposant un président originaire du Nord et des manifestants majoritairement du Sud (Radnitz 2005). Ceux-ci expriment un sentiment de marginalisation dans l'accès aux ressources au sein de la société kirghize. Les critiques pleuvent contre le Président, qui est accusé de favoritisme, de népotisme (rus. *mestničestvo*) et de régionalisme, en privilégiant les Kirghizes du Nord.

Boris PÉTRIC est anthropologue, chercheur au CNRS au sein du Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales (LAIOS-ILAC). Ses recherches portent essentiellement sur les questions de pouvoir, de présence internationale en Asie centrale postsoviétique. Après avoir travaillé longuement sur l'Ouzbékistan, il a notamment publié un ouvrage (Pouvoirs, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique, Paris, PUF, 2002). Il travaille depuis 2001 sur le Kirghizstan et s'apprête à publier Le Kirghizstan ou la naissance d'un bazar transnational, Paris, Autrement, 2011. Contact : bpetric@msh-paris.fr

Déjà en 1989, un autre conflit violent démarre dans le sud du pays, dans la région d'Och, suite à un ensemble de rumeurs¹ concernant les difficultés d'accès aux ressources foncières pour certains citoyens (Tishkov 1995). Dans un contexte de crise du logement, de chômage et d'exode rural, les tensions dégénèrent en émeutes interethniques entre Kirghizes et Ouzbeks. Elles éclatent au moment d'une recomposition politique et d'une redéfinition de l'accès aux ressources (terres, bazars, postes dans l'administration, etc.), dans un contexte général de montée du nationalisme en URSS. Une jeune élite kirghize crée deux organisations (*Oš Ajmagy* et *Adolat*) qui contestent publiquement le leadership économique des ouzbèkophones citoyens. De l'autre côté, les ouzbèkophones se sentent sous-représentés politiquement et réclament une meilleure répartition des postes au sein de l'administration locale dominée par les Kirghizes.

Ces deux épisodes témoignent de l'importance de l'accès aux ressources dans les rapports sociaux. Les mobilisations politiques peuvent se structurer autour de références identitaires spatiales (localisme, régionalisme) ou ethnico-nationales (tribalisme, ethnicisme), mais elles s'articulent aussi sur une manière de concevoir un rapport singulier aux ressources.

La majorité des analyses se focalisent sur les dimensions identitaires pour décrire le fonctionnement de la vie politique au sein de la République kirghize, sans tenir véritablement compte de la question de l'accès aux ressources. L'usage des notions d'*ethnicisme*, de *tribalisme*, de *régionalisme*, de *clanisme* suppose qu'il existe une forme singulière de concevoir l'identité dans cette société. La solidarité et la différence se construiraient essentiellement en fonction de formes identitaires se référant à une tradition n'ayant pas subi de transformations avec les vicissitudes de l'histoire.

Il faut souligner que le qualificatif *kirghize* renvoie à plusieurs réalités dans l'espace et dans le temps. Aujourd'hui, il fait référence à un territoire politique (un État-nation : la République kirghize), dans lequel vivent des citoyens que le système politique différencie en fonction de leur nationalité. Il y a donc un groupe national kirghize, mais aussi des groupes nationaux d'autres nationalités (Russes, Kazakhs, Ouzbeks, Tadjiks, Coréens, Allemands, etc.) qui vivent sur ce territoire. L'usage de ce terme *kirghize* s'étend aussi à la classification de groupes qui vivent au-delà de ce territoire. On trouve des populations qui s'affirment ou sont identifiées comme kirghizes en République populaire de Chine, en Afghanistan (Shahrani 1979), mais aussi dans les anciennes républiques soviétiques (Ouzbékistan, Tadjikistan, etc.), en Iran et même en Turquie. Il ne s'agit pas ici d'établir ce qui constituerait l'identité commune entre ces différents "Kirghizes" mais, en se limitant au territoire kirghize, d'analyser l'héritage soviétique et de comprendre comment les citoyens

¹ Ces affrontements opposent les habitants du kolkhoze Lénine à de nouveaux arrivants ayant réclaté un accès à la terre.

de ce jeune espace politique utilisent différents critères pour se différencier et organiser la solidarité, dans un contexte de privatisation économique et de libéralisation politique.

L'identification résulte d'un double processus de stigmatisation et d'affirmation à travers des représentations. Celles-ci sont déterminantes car elles constituent un imaginaire qui légitime un rapport au monde. Il vient généralement justifier des relations singulières voire inégalitaires entre les citoyens et les groupes sociaux dans l'accès aux ressources et au pouvoir politique.

Ce rapport au monde s'est considérablement modifié depuis l'effondrement de l'URSS. Les pratiques matrimoniales, le travail, le droit sur la terre évoluent en fonction du nouveau contexte politico-social. La politique de thérapie de choc a conduit à la privatisation du cheptel et de la terre, entraînant un réaménagement du rapport entre ressources et détenteurs du pouvoir. Aujourd'hui, ce n'est plus l'organisation planifiée de l'élevage et de l'agriculture qui organise la vie sociopolitique. En quelques années, le commerce est devenu l'activité principale de cette République, dont la production, notamment en matière d'élevage, a considérablement chuté. La maîtrise du commerce devient un des principaux enjeux permettant de mobiliser des clientèles politiques et d'accéder indirectement à la position de député, charge très convoitée.

Il convient donc de penser l'identité sans la séparer de l'économie, en sachant que le rapport aux ressources peut changer radicalement avec le contexte historique. Malgré un discours valorisant l'importance de l'identité ethnico-tribale, d'autres principes de solidarité sont à l'œuvre aujourd'hui dans la société kirghize et y jouent un rôle tout aussi important. On peut l'observer plus particulièrement à travers les éléments mobilisés par des hommes politiques pour construire leur clientèle. Le réseau a la particularité d'être fondé sur des relations personnelles, mais ne répond pas à une seule logique (parenté, ethnicité, etc.). L'idée que la tribu, le clan, l'ethnie donnent des droits et des devoirs aux citoyens kirghizes ne permet pas de comprendre la multiplication des conflits dans la vie sociale. Plutôt que de clan et de tribu, il serait plus pertinent de parler de faction (Gullette 2002). En effet, la faction peut mobiliser des individus venant d'un lieu donné mais agissant en dehors de lui, et elle se compose autour d'hommes charismatiques sans que l'on puisse isoler un chef bien déterminé sur un territoire bien délimité.

Le poids de l'héritage soviétique

La notion d'identité a été très discutée en sciences sociales et recouvre des sens bien différents en fonction des écoles disciplinaires ou des divers champs théoriques. L'utilisation massive de ce terme entraîne un certain nombre d'ambiguïtés dans l'utilisation conceptuelle que l'on peut en faire. Il apparaît qu'elle pose finalement plus de problèmes à la connaissance

des phénomènes sociaux qu'elle n'en résout. L'usage courant de ce terme consiste à penser que l'identité d'un groupe humain se réduit à un catalogue de traits culturels et de critères objectifs clairement identifiables. C'est d'ailleurs cette conception culturaliste de l'identité qui a prédominé dans les études centrasiatiques, notamment dans l'ethnographie soviétique. La théorie de l'ethnos (rus. *ètnos*) développée par l'ethnologue Ū. Bromlej sert de canevas théorique à cette conception de l'identité. D'après P. Skalnik (1990), en Union soviétique, les ethnies ont été considérées comme des phénomènes objectifs agissant dans un monde réel, mais en réalité, le concept d'ethnos vise à faciliter l'exercice du pouvoir.

Cette conception de l'identité a eu non seulement des conséquences scientifiques, mais aussi des implications sur la gestion des rapports sociaux en URSS, et donc au Kirghizstan. Elle est le fruit d'une élaboration qui implique une division spécifique du travail : chaque ethnologue se consacre à un groupe bien identifié, qui s'étudie en soi, et chaque groupe identitaire a son ethnologue. Pour les Kirghizes, c'est S. M. Abramzon qui est chargé d'isoler les contours de l'identité kirghize (1951), en s'appuyant sur un catalogue cohérent de critères culturels objectifs et nettement distincts (une langue, un mode de vie, des croyances, une culture singulière, un système de parenté, etc.)². Il est important de revenir sur ce savoir scientifique à double titre : premièrement, pour s'en démarquer dans notre approche des phénomènes identitaires contemporains étudiés ici et, deuxièmement, pour comprendre l'impact de cette façon de voir sur la politique soviétique et son héritage actuel.

Ces conceptions ont oublié en chemin que l'identité relève avant tout d'un rapport social, c'est-à-dire que les groupes identitaires n'existent que les uns par rapport aux autres, à travers une action concrète des hommes pour entretenir la frontière entre les groupes. Une identité ethnique ne peut exister en soi. S. M. Abramzon et les autres ethnologues soviétiques de l'Asie centrale n'étudient pas les relations interethniques, l'identité en interaction, mais ils décrivent les contours d'une identité de manière autonome. Pourtant, l'identité est un phénomène social. C'est un principe d'organisation sociale, une interaction humaine dans laquelle il y a un double processus d'affirmation et de stigmatisation (Barth 1969).

Une des difficultés vient du fait que ce processus se réalise au cours de différentes périodes historiques. En effet, l'usage d'un ethnonyme apparaît dans différentes situations. Si l'on revient à l'exemple kirghize, cette catégorie identitaire se construit à des moments singuliers d'interactions sociales, au contact de plusieurs groupes (Barthold 1929). On est ainsi contraint de tenir compte à la fois de l'histoire sociale et du contexte contemporain. Cependant, prendre l'histoire en considération ne signifie pas pour autant adopter une vision évolutionniste s'appuyant sur le concept

² Ce type d'approche a nourri de nombreux travaux bien au-delà des sociétés centrasiatiques et il serait intéressant de faire une analyse comparative entre le savoir scientifique des premiers ethnographes et le pouvoir colonial.

d'ethnogenèse (rus. *ètnogenez*). L'idée d'ethnogenèse implique qu'un groupe ethnique connaît plusieurs étapes d'évolution et de maturation, que la nation est forcément l'horizon ultime à atteindre et qu'elle a inévitablement une origine ethnique. Cette conception de l'identité est une impasse scientifique pour comprendre l'identité contemporaine car on ne peut jamais établir une succession logique de faits historiques pour comprendre l'existence d'un groupe particulier.

Cela conduit l'ethnologie soviétique à lier, selon P. Skalnik, une forme spécifique d'organisation sociale à une forme économique spécifique correspondant à des stades successifs. On repense au modèle stalinien des cinq stades sous une forme évolutionniste (stade tribal, esclavagiste, nationalité féodale, nation bourgeoise puis nation socialiste). Par conséquent, la force de la nation est inéluctable (Skalnik 1990).

Il n'y a pourtant pas de rapport consubstantiel entre ethnie et nation. C'est souvent la formation de l'État qui préfigure la création d'une nation dans le sens moderne du terme (Anderson 1996).

Si l'on revient au cas kirghize, les premières traces de l'ethnonyme datent du contact avec l'empire ouïgour, en 840. Dans les sources chinoises, les Kirghizes sont décrits comme « grands, blonds, européens et turcisés » (Sellier 2002). À l'époque, cette population ne se pense pas comme une nation et il est difficile d'établir une relation intrinsèque entre ces « Kirghizes » du IX^e siècle et la population qui vit actuellement dans la République kirghize.

La vision scientifique évolutionniste, impulsée par les Soviétiques, opère néanmoins ce type de liens pour penser les nations de l'Union. Cette conception est à l'origine de la mise en place d'institutions et de principes sociaux dans un nouveau contexte de domination.

Cette situation commence plus précisément à l'époque impériale, au moment où l'armée progresse et conquiert la région qui deviendra le Turkestan russe. L'administration impériale découvre les populations indigènes qu'elle va devoir administrer et contrôler. Pour cela, il est impératif de comprendre le fonctionnement de ces sociétés. Devant ce nouveau monde, un officier de l'armée coloniale russe, Nalivkine, évoque les formes d'identification que les « populations indigènes » utilisent pour se différencier. Il parle notamment dans son ouvrage des « Kirghizes » comme faisant partie du groupe des Ouzbeks, à cette nuance près que les premiers vivent dans les montagnes (1889). Nalivkine exprime ses difficultés à saisir les pratiques locales d'identification, à une époque où la société russe est très marquée par le romantisme allemand essentialiste – l'identité est alors souvent considérée comme relevant de l'inné, voire du naturel. Cet officier curieux de la réalité sociale du khanat de Kokand s'étonne de constater qu'« il n'est pas rare d'entendre dire que tel Kirghize s'est fait Sarte » (*ibid.*, p. 44). En effet, l'identité kirghize est alors associée à l'occupation d'un espace (le milieu montagneux) et à la pratique de l'élevage. Le fait d'adopter un nouveau mode de vie peut donc impliquer un changement d'étiquette identitaire.

Dans le contexte social de l'époque, l'appartenance est souple et les changements d'un groupe à l'autre sont tout à fait envisageables. De plus, ces différentes identités (kirghize, ouzbèke, tadjike, sarte, kiptchak) s'élaborent dans un contexte social commun. Les individus peuvent passer d'un groupe à l'autre par le mariage, le mode de résidence, etc.

La complexité des agencements identitaires trouble la perception des autorités, obsédées par la nécessité de catégoriser et d'isoler les populations. Cela s'exprime notamment par une confusion au sujet du classement des différentes populations dans les recensements. C'est ainsi que, dans un premier temps, les populations vivant dans l'actuel Kirghizstan sont appelées Kara-Kirghizes "Kirghizes noirs", et les populations vivant dans la steppe (actuel Kazakhstan) sont nommées "Kirghizes". Cette confusion se reflète dans le découpage territorial de l'Asie centrale. L'actuel Kazakhstan est d'abord, en 1920, appelé "République autonome kirghize".

La logique qui prévaut insiste sur la nécessité d'opérer une association étroite entre une identité et un territoire. En Asie centrale, ce principe aboutit, au terme d'un processus long et complexe, à la création, en 1936, de la République kirghize. Dans la deuxième moitié du *xx*^e siècle, une vision stable de l'Asie centrale s'impose. Désormais, chaque groupe est associé à un territoire particulier et à des traits culturels distinctifs.

Les Kirghizes se singularisent par un mode de vie fondé sur un semi-nomadisme vertical en zone montagneuse et par une mono-activité : l'élevage. Ils forment un groupe cohérent et distinct, ayant une culture propre, comportant une langue, des traditions et une histoire singulières. Ils se caractérisent aussi par des pratiques matrimoniales spécifiques et un système de parenté exogamique (Bennigsen 1958). La question de l'interaction entre les groupes est absente de cette vision de la réalité sociale. Cela conduit à une forme de nationalisation de l'identité, qui est du coup réifiée à travers une production intellectuelle qui pense la "kirghizité".

Pour Ernest Gellner (1980), l'importance de l'ethnographie soviétique ne tient pas seulement à ses mérites sur le plan de l'anthropologie ou de la sociologie historique, mais aussi à la lumière qu'elle projette sur la pensée soviétique et sur la manière dont les problèmes sociaux et philosophiques sont conceptualisés en Union soviétique.

Cette vision scientifique a des répercussions politiques. Pour gérer une population et des espaces, l'administration a besoin d'une vision claire, simple et stable de la réalité sociale. Les savants cherchent alors à tout prix une cohérence culturelle, bien qu'ils soient confrontés à des contradictions et à l'agencement d'influences diverses et incohérentes. L'administration va utiliser ce savoir scientifique en le simplifiant pour mettre en place une politique des nationalités³.

En conséquence, le pouvoir politique joue aussi un rôle déterminant dans les processus d'identification – qui ne peuvent donc pas se réduire à

³ Ce constat pourrait s'étendre à la critique faite à l'ethnologie dans ses rapports avec les entreprises coloniales en général, cf. Amselle & M'Bokolo (1985).

un jeu d'interaction entre les groupes. L'administration et l'État contribuent à définir des groupes à travers des techniques de classement (statistiques, recensements), d'identification (passeports) et des politiques (quotas, politique discriminatoire). Dans le cas kirghize, l'État soviétique s'est nourri du savoir scientifique pour élaborer une vision de l'espace et des populations dans le cadre de la politique des nationalités (Pipes 1954). Le savoir qualitatif des ethnographes soviétiques a permis l'élaboration de recensements de l'identité ethnique ou nationale, mais aussi le découpage de l'Asie centrale en différents espaces politiques appelés républiques. Cette politique d'État constitue un héritage considérable dans la construction des identités et la manière d'envisager les rapports sociaux.

The institutional crystallizations of nationhood and nationality in the Soviet Union were by no means empty forms or legal fictions, although this was how they were viewed by most Sovietologists. Institutionalized definitions of nationhood, I argue, not only played a major role in the disintegration of the Soviet state, but continue to shape and structure the national question in the incipient successor states (Brubaker 1994, p. 47).

En tant qu'espace politique spécifique, la République kirghize est ainsi devenue une arène dans laquelle les Kirghizes ont un accès privilégié au politique. Dans cette perspective, le pouvoir est pensé en termes de légitimité nationale : le pouvoir aux Kirghizes dans la république kirghize – pourtant composée d'une multitude de nationalités. C'est pour cette raison que la définition de la nation kirghize à l'époque soviétique occupe une place centrale. Elle a joué un rôle non tant comme entité réelle, que dans l'organisation de la compétition politique.

L'héritage de la planification

Par ailleurs, il ne faut pas oublier l'importance de l'économie pour le pouvoir soviétique. La République est aussi considérée comme un lieu de production. Il convient de tenir compte des activités prépondérantes et spécifiques de chaque territoire pour les intégrer progressivement à une économie soviétique rationalisée. Dans cette logique, il est décrété que la République soviétique kirghize doit occuper une fonction précise dans l'économie planifiée : contribuer à l'approvisionnement en laine pour l'industrie textile de l'Union. Ainsi, en Asie centrale, les Kirghizes sont considérés comme des éleveurs⁴ pratiquant un nomadisme pastoral de haute montagne⁵. Si en effet, comme on l'a dit, il existe "traditionnellement" un rapport étroit entre l'identité kirghize et l'élevage, cette politique

⁴ S'il est indéniable que l'élevage était l'une des activités principales, il ne faut pas négliger la chasse et le commerce, qui ont considérablement diminué à l'époque soviétique, compte tenu de leur encadrement et de la fermeture de la frontière sino-soviétique.

⁵ Les Ouzbeks et les Tadjiks sont, eux, considérés comme des agriculteurs sédentaires, tandis que les Kazakhs sont vus comme des éleveurs nomades de la steppe.

entraîne une forme de naturalisation de l'identité. Les activités d'élevage s'inscrivent dorénavant dans les institutions soviétiques (kolkhozes, sovkhoses, etc.) et le cheptel n'est théoriquement plus aliénable, c'est-à-dire qu'il n'appartient plus à une personne ou à un groupe familial, mais à la collectivité. De plus, l'élevage se rationalise et perd en diversité. On assiste à une spécialisation accrue des métiers, qui implique un changement du rapport entre l'homme et l'animal. La planification mise au service de l'industrie soviétique entraîne une uniformisation des troupeaux. L'élevage équin perd de son importance tandis que les races ovines lainières (type mérinos) sont favorisées au détriment de races locales, plus adaptées aux conditions écologiques de la haute montagne.

Au niveau local, cette politique entraîne une territorialisation des logiques sociales, dont le kolkhoze est une des principales expressions (Roy 1997). Ce n'est pas seulement une réalité administrative, mais aussi l'institution rurale centrale qui conditionne l'accès aux autres ressources au sein de la société. Tout le système social s'organise autour du kolkhoze, qui devient l'institution sociale incontournable, aux niveaux non seulement économique, mais aussi politique et social (Humphrey 1983). Dans cette configuration, le nord du pays⁶, qui se trouve au sein de la chaîne montagneuse du Tian-Chan, est tout particulièrement tourné vers ces activités d'élevage. La société est traversée par des réseaux de solidarité qui s'appuient sur des logiques spatiales dont le kolkhoze est l'expression locale. Le pouvoir se distribue par l'attribution des postes qui permettent de gérer ou de s'approprier temporairement des ressources. Celles-ci (cheptel, biens de production, terre, etc.) n'étant pas aliénables dans le système en vigueur, ce n'est pas leur propriété qui détermine le statut social et politique, mais la capacité à les manipuler.

Politiquement, c'est la faction régionale qui structure le rapport au pouvoir national. En deçà de l'appartenance unitaire au parti communiste, il existe un jeu politique subtil, qui oppose différentes factions régionales à l'intérieur du parti. Le pouvoir central moscovite apparaît comme un arbitre qui organise la circulation du pouvoir entre la faction du Nord et celle du Sud au sein de la République kirghize.

À l'intérieur des deux factions régionales (Nord et Sud), il existe des logiques sociales d'allégeance qui comprennent des éléments de filiation identitaires. Au nord, l'appartenance à une identité tribale (*uruu* "tribu") paraît être un élément important dans la légitimité de ceux qui peuvent accéder au pouvoir politique, sans pour autant s'y réduire. Si des éléments identitaires touchant à l'appartenance tribale jouent un rôle dans les représentations de l'accès au pouvoir, il ne faut pas interpréter ces logiques sociales comme le résultat d'une permanence des identifications existantes dans le système politique "traditionnel" kirghize, mais plutôt comme une forme de mobilisation d'une ressource identitaire dans le contexte

⁶ L'*oblast*' de Naryn est le plus vaste : il représente 25 % du territoire du Kirghizstan, mais ne compte que 240 000 habitants (soit 6 % de la population), essentiellement ruraux.

soviétique de valorisation de l'identité ethnico-nationale par l'État⁷. Outre l'appartenance tribale, la solidarité repose sur des principes beaucoup plus complexes comprenant d'autres registres (amitiés, réseaux professionnels, etc.). On ne peut en aucun cas parler de tribalisme au Kirghizstan. Les tribus n'ont pas de territorialisation repérable, pas de chef identifiable, pas de lieux de délibération ni de lieux sacrés spécifiques et pas non plus de pratiques sociales distinctives (commémorations, fêtes, signes de reconnaissance, etc.).

Dans la réalité, l'exercice du pouvoir repose toujours sur des réseaux qui incluent des membres originaires de différentes régions du pays. Dans ces circonstances, on ne peut d'aucune manière réduire ces factions régionales à des groupes objectivement constitués uniquement sur des critères identitaires, qu'ils soient spatiaux, ethniques ou tribaux. À l'époque soviétique, l'organisation du pouvoir s'inscrit cependant dans un rapport singulier entre l'identité, les ressources et l'espace.

Le poids des nationalités : pouvoir et gestion des ressources après l'indépendance

Au moment de l'indépendance kirghize, l'héritage soviétique a permis d'élaborer une idéologie nationale qui, cette fois, a des répercussions directes sur la conception de la citoyenneté. En s'appuyant sur la vision soviétique de la définition de l'identité kirghize nationale, le pouvoir instaure un nouveau type de légitimité politique qui implique qu'une catégorie de la population a un accès privilégié au pouvoir politique : les Kirghizes.

La société kirghize est composée d'une variété ethnique et nationale où les Kirghizes représentent à peine 50 % de la population (d'après le recensement de 1989). La valorisation d'une identité ethnico-nationale kirghize détermine implicitement la suprématie économique et politique des Kirghizes ethniques. Cette conception ne date d'ailleurs pas de l'indépendance. En 1989, la montée du nationalisme en URSS engendre des émeutes interethniques entre Ouzbeks et Kirghizes dans le sud du pays (Tishkov 1995), alors qu'il est souvent difficile de distinguer les deux groupes. Il existe de très nombreux mariages mixtes entre ces deux populations. Au moment des émeutes d'Och en 1990, les acteurs sont obligés de réactiver des stéréotypes et des symboles – par exemple le port du chapeau, fondé sur l'opposition du *kalpak* (kirghize), et de la *topa* (ouzbèke) – pour identifier leur ennemi. La question ne se résume pas à une différence culturelle insurmontable mais renvoie beaucoup plus à la manière d'organiser l'accès aux ressources.

Dans le contexte inédit de l'indépendance, avec la disparition de l'instance politique supranationale que représentait l'Union soviétique,

⁷ Dans la même perspective, Benedict Anderson (1996) considère que les découpages coloniaux administratifs ont fini par créer une réalité sociale. C'est l'État qui produit la nation et non l'inverse.

les citoyens qui ne peuvent pas se dire ethniquement “kirghizes” voient leur statut changer. Les russophones (russes, allemands, ukrainiens, juifs) comprennent qu’ils vont devenir des citoyens de seconde zone. Cette population essentiellement citadine quitte massivement le pays.

La situation des ouzbèkophones, très nombreux dans le sud du pays, est un peu différente. Ces citoyens sont considérés comme “autochtones”, donc légitimes sur ce territoire, mais leur singularité ethnique prend un sens nouveau dans le contexte de l’indépendance nationale kirghize. Soutenus par des organisations internationales et une multitude d’ONG, ils cherchent à obtenir un statut de minorité engendrant des droits politiques et culturels.

L’adoption d’un système politique prenant en compte le statut des “minorités” devient une norme internationale (Gossiaux 2002). En conséquence, l’État continue de contribuer à l’affirmation et à la stigmatisation identitaires, en collaboration avec des institutions internationales, des fondations étrangères et des ONG. Ces nouvelles institutions jouent un rôle de premier plan dans la catégorisation des personnes et des groupes, en produisant un savoir scientifique inédit (livres, statistiques, rapports), mais aussi en participant à l’élaboration du recensement et en faisant pression sur les gouvernements pour adopter une forme d’organisation politique reconnaissant les minorités nationales. C’est ainsi que tout un ensemble de programmes de développement a contribué à renforcer une approche culturaliste des rapports sociaux au Kirghizstan. Cela s’est particulièrement matérialisé avec l’émergence d’une minorité politique ouzbèke dans le sud du Kirghizstan, revendiquant des droits politiques et culturels spécifiques. Cette situation se reflète actuellement par la naissance d’un parti politique (*Rodina* “patrie”) ayant une forte connotation ethnique.

C’est donc à la fois l’héritage soviétique et le nouveau contexte international qui placent l’identité ethnico-nationale (Gossiaux 2002) au cœur du processus politique. Le régime soviétique a transmis aux différents États qui lui ont succédé une profonde structuration suivant l’appartenance ethnique. Les élites, en tant qu’elles représentent leur nation éponyme, se voient comme la propriété de la nation dominante et les populations minoritaires ont également intériorisé ce rapport (Brubaker 1994).

Dans ce contexte, les formes identitaires deviennent un principe d’organisation sociale. Les hommes bâtissent et entretiennent des frontières sociales entre les groupes à l’aide de représentations, de discours et de pratiques.

Ce processus s’opère de différentes manières et par le truchement de plusieurs types d’acteurs sociaux. Les intellectuels et les hommes politiques jouent un rôle particulier dans la construction d’une idéologie identitaire, par les discours qu’ils font et les symboles qu’ils créent, visant à établir une cohérence pour se distinguer et se reconnaître. Ils entretiennent tout un ensemble de stéréotypes pour s’affirmer et stigmatiser l’autre. Ces représentations et ces pratiques sociales sont au cœur des formes

de solidarité et de différenciation sociale qui caractérisent la logique d'une société. Elles déterminent bien souvent les principes de participation au pouvoir politique et l'accès aux ressources naturelles.

L'indépendance et l'orientation politique choisie par le gouvernement d'Akaev créent une situation nouvelle et entraînent un changement dans les rapports qu'entretiennent les figures du pouvoir avec les ressources et l'espace.

Le Kirghizstan indépendant : réorientation des flux de personnes, de biens et d'idées

Devenu un État indépendant, le Kirghizstan opte pour une ouverture de sa société. Ses institutions sont donc amenées à jouer un rôle différent que celui qui leur était dévolu dans le système soviétique. L'État n'encadre plus de manière étroite la circulation des personnes, des biens et des idées. Cela entraîne un mouvement paradoxal d'ouverture et de fermeture. Les liens se distendent avec l'ex-URSS et de nouveaux échanges se développent avec le reste du monde. Le nouveau Président, Askar Akaev, décide d'ouvrir massivement son pays à la coopération internationale pour compenser la perte des subsides reçus de Moscou à l'époque soviétique. On assiste alors à un véritable déferlement de chancelleries diplomatiques, d'organisations internationales, d'ONG et de fondations étrangères, pour prendre en charge les réformes du pays dans tous les compartiments de la société. Le Kirghizstan est encouragé à mettre en œuvre une thérapie de choc, à procéder à des ajustements structurels et à libéraliser son système politique. L'accès aux ressources se modifie radicalement. Une partie des ressources matérielles c'est-à-dire les marchandises, la terre, le cheptel, l'immobilier, devient aliénable. En outre, le Kirghizstan s'ouvre aux marchandises et aux idées venant de l'extérieur. Les produits importés peuvent faire l'objet d'une captation, mais aussi des ressources plus immatérielles, comme les idées (religieuses ou politiques) ou les nouvelles conceptions sociales qui pénètrent la société kirghize.

Tous ces éléments qui interviennent dans la construction de l'identité, ne relèvent plus seulement du strict encadrement de l'État et se complexifient. Cela se traduit notamment par la réislamisation du pays, fortement encouragée par les fondations saoudiennes, ou par le prosélytisme protestant ; mais aussi par une diversification politique qui se manifeste dans de nombreux programmes de démocratisation du pays. L'argent du prosélytisme religieux et de l'aide au développement fait aussi l'objet de captation.

Mais revenons avant tout aux ressources matérielles. L'État se désengage, entame la liquidation de l'économie planifiée (Pomfret & Anderson 2001) et lance un programme de privatisation. En 1994, les nombreux kolkhozes d'élevage sont démantelés. La vallée de Naryn pâtit considérablement de cette réorientation des activités économiques.

L'élevage s'effondre et le cheptel passe en quelques années de douze millions de têtes à un peu plus de deux millions. On assiste alors à une prédation des ressources qui permet à certains anciens apparatchiks de créer des nouvelles conditions de domination sociale. En effet, désormais, les ressources disponibles dans la société sont privatisées donc aliénables. Le Kirghizstan vit donc une réorientation radicale des flux de personnes, de biens et d'idées. L'option de la libéralisation prise par le gouvernement entraîne une multiplication des possibilités d'échange avec le reste du monde.

En 1994, la thérapie de choc est enclenchée et se traduit par la liquidation des fermes collectives et du cheptel. En 1998, plus de 1,5 million d'hectares de terres arables est distribué, dans un contexte d'encadrement international des réformes qui pousse à la privatisation (Bloch 2002). Cependant, le gouvernement kirghize met en place un système qui entraîne l'impossibilité de constituer de grandes propriétés terriennes, en distribuant des lopins d'un demi-hectare par kolkhozien et en limitant la possibilité de les vendre. L'État garde un contrôle important sur la terre à travers la création d'un fonds d'État (*Gosfond*), qui consent des baux emphytéotiques sur une partie des terres qui ne sont pas distribuées aux agriculteurs. Redoutant les conséquences d'une privatisation sauvage, le gouvernement établit un moratoire pour limiter la privatisation des terres arables jusqu'en 2004. La possibilité de vendre et d'acheter des terres reste très floue. Par ailleurs, les pâturages et les forêts, désormais gérés au niveau local du *rajon*, sont loués aux producteurs ou éleveurs qui souhaitent les utiliser. Les forêts restent dans le domaine public. L'exploitation de ces ressources dépend de structures contrôlées par l'État, notamment pour le bois et la cueillette (noix, champignons, etc.) (Fisher & al. 2004).

Dans ce contexte, l'élevage et l'agriculture deviennent des activités de type familial. La privatisation des terres et du cheptel n'a pas entraîné l'apparition de grandes propriétés ou exploitations agricoles. L'agriculture et l'élevage se cantonnent dans une économie de subsistance. Ce sont d'autres ressources qui jouent un rôle fondamental dans la constitution de nouveaux liens sociaux et politiques.

Deux phénomènes voient le jour. D'une part, beaucoup d'anciens kolkhoziens au chômage et sans terre sont contraints de venir s'installer dans les faubourgs des villes, à la recherche d'un travail dans le bâtiment, entraînant une "kirghizification" croissante de l'espace urbain. D'autre part, certains sont candidats à l'émigration et travaillent au gré des saisons sur les marchés ou dans le bâtiment, en Russie ou au Kazakhstan. Ce phénomène s'est considérablement amplifié dans la mesure où les citoyens disposent de la liberté de circulation. On assiste à la naissance de

« territoires circulatoires »⁸ où se déplacerait plus d'un million de Kirghizes. D'après un rapport de la banque mondiale, les flux financiers de ces migrants représenteraient 27 % du PIB du pays⁹. Les centra-siatiques deviennent le nouveau prolétariat dans le secteur du bâtiment et des marchés en Russie.

L'État n'intervient plus sur le choix du lieu de résidence. L'effondrement du système planifié a eu des conséquences sociales catastrophiques dans la société kirghize. Les individus se retrouvent confrontés à une crise sociale majeure, liée à la disparition du cheptel et à la raréfaction des terres. Dans ce contexte, la conception de la solidarité et de la différence se recompose de manière tout aussi radicale, que ce soit au niveau local, régional ou national.

Au niveau local, avec la disparition de cet espace de solidarité qu'était le kolkhoze, on assiste à un phénomène de déterritorialisation et à l'émergence d'un principe inédit de différenciation sociale (Pétric, Jacquesson, Gossiaux & Bourgeot 2004). Les activités pastorales diminuent considérablement et les familles se replient sur les productions agricoles de subsistance. Le long des routes apparaît une multitude de petits commerces vendant principalement des produits chinois. De nombreux anciens kolkhoziens se lancent dans le commerce avec la Chine. Dans les villages, l'ancien magasin d'État se transforme en kiosque privé. Les relations avec la Chine restent néanmoins très encadrées. Ce n'est pas l'activité de *trabendo*¹⁰ qui structure le commerce, mais le négoce en gros, organisé dans les bazars qui entourent la capitale.

L'*oblast*' de Naryn est assez emblématique à cet égard. À l'époque soviétique, cette région était considérée comme le fer de lance de l'élevage. D'une certaine manière, elle faisait figure de berceau de la "kirghizité", avec ses pâturages et ses bergers. Elle était aussi perçue comme un espace éloigné des activités modernes, dans une région enclavée du fait de la fermeture hermétique de la frontière chinoise. Si la position géographique de la vallée de Naryn représentait un handicap à une période où la Chine était inaccessible, la situation change du tout au tout avec l'ouverture de la frontière chinoise. L'unique route menant au gigantesque marché chinois devient une opportunité majeure pour la région de Naryn. Certes, la Chine ne peut pas proposer un marché alternatif, compensant l'effondrement de l'économie textile soviétique car la laine kirghize ne trouve pas preneur sur le marché chinois. En revanche, la route Bichkek-Naryn-Torugart-Xinjiang permet d'étendre les formes de prédation induites par

⁸ Je reprends ici le concept opératoire proposé par Alain Tarrius (2002) pour décrire les réseaux transnationaux qui organisent une économie souterraine entre l'Europe du Sud et l'Afrique du Nord. Ces migrants jouent un rôle déterminant dans la vie sociale de leur village, notamment par l'argent qu'ils envoient.

⁹ *Kyrgyz Poverty Assessment: Growth, Employment and Poverty, Labor Market Dimensions of Poverty*, World Bank, Bishkek, sept. 2007.

¹⁰ Terme dérivé du mot *contrebande*, utilisé pour désigner le petit commerce de valise entre l'Europe et l'Afrique du Nord.

le démantèlement de l'économie planifiée. Il se développe alors une "route du fer", pour exporter vers la Chine la ferraille récupérée sur les cendres des multiples kolkhozes et sovkhoses à l'abandon. Dans le sens Chine-Kirghizstan, cette route va permettre d'inonder la société kirghize et les autres sociétés centrasiatiques des multiples produits chinois bon marché, dans une économie qui ne produit plus grand-chose. Loin d'être un obstacle comme à l'époque soviétique, la frontière devient alors une opportunité pour la région de Naryn, placée au centre du développement du commerce avec la Chine.

Les logiques de captation de ressources à l'extérieur de la société entraînent une déterritorialisation du village, qui ne concentre plus l'organisation d'une production locale. L'apparition de ces nouveaux flux caractérise l'éclatement du jeu politique "traditionnel" kirghize organisé sur une base régionale, un phénomène confirmé par la "Révolution des Tulipes". Les formes de déterritorialisation et/ou de reterritorialisation des ressources entraînent des conséquences politiques sur la manière de concevoir la solidarité dans la nouvelle société kirghize du gouvernement de Bakiev.

L'exemple de la vallée de Naryn : commerce et politique

Un jeune responsable politique, Askar Salymbekov, originaire de Naryn, va bénéficier de ce contexte. Il illustre l'émergence d'une nouvelle figure du pouvoir dans la société kirghize, liée au développement de l'économie de marché. A. Salymbekov est actuellement considéré comme l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, grâce à son entreprise commerciale *Dordoj Associaciâ*¹¹, qui possède près de vingt-cinq sociétés, dont un supermarché (*Dordoj Piazza*) et l'immense bazar *Dordoj*¹² dans la capitale. Après l'indépendance, entre 1991 et 1993, cet ancien responsable national des komsomols dirige le comité chargé des bazars pour la ville de Bichkek. Sous la protection du maire de la capitale, Amangeldi Muraliev, il obtient, en 1993, au moment de la privatisation, des terrains dans la banlieue de Bichkek pour construire le premier bazar privé du Kirghizstan. Comprenant que le bazar va devenir un des lieux stratégiques de la nouvelle économie kirghize, il rachète une usine de pelleterie en faillite pour la transformer en marché. Dans un premier temps, il utilise ses relations au sein de l'espace postsoviétique et fait

¹¹ Cette holding a aussi des activités dans le domaine bancaire et le tourisme. Le *Dordoj Piazza*, un *Mall center* à l'américaine, construit en 2003, regroupe un supermarché, une galerie marchande et des bureaux. Cet immense magasin au centre de Bichkek a été construit avec l'aide d'un investisseur hongrois anonyme, cf. ICG Report, Bruxelles, n° 84, 2004, www.crisisgroup.org

¹² *Dordoj* est le nom du grand père de Salymbekov. *Dordoj Salymbek*, grand commerçant et éleveur (*bey*), aurait été victime de la répression soviétique dans les années 1930, puis déporté avec sa famille dans la région d'Orenbourg. Avant l'instauration du pouvoir soviétique, il faisait du commerce entre la Chine et Namangan, au moment où la ville d'At-Başy accueillait un grand marché sur la route de la soie.

principalement du commerce avec un partenaire de la région d'Odessa, avant de s'orienter vers la Chine. Son marché devient le lieu d'accueil de ces nombreuses fournis kirghizes qui organisent l'essor du commerce dans la nouvelle société de marché.

C'est bien évidemment sa position au sein des structures de l'État qui lui a permis d'être un des précurseurs en matière de commerce privé. En 1998, il consolide son influence au sein de l'administration en devenant gouverneur (*gubernator*) de la région de Naryn et il en profite pour rationaliser ses activités commerciales avec la Chine. Parallèlement, il poursuit ses affaires privées, s'appuyant sur son cercle familial pour les gérer. Il confie à l'un de ses trois frères, Imanbaj, ancien vétérinaire dans un kolkhoze d'At-Bašy, dans la région de Naryn, la direction du bazar Dordoï, tandis qu'un autre frère, Mamytbaj, s'occupe du marché Alemedin. Sa fonction politico-administrative de gouverneur lui permet de renforcer son réseau local et d'asseoir son contrôle sur l'unique route permettant d'accéder à la Chine, par le col de Torugart, qui devient dès lors d'une importance cruciale. Les produits manufacturés et les biens de consommation chinois qui ont envahi le marché kirghize transitent majoritairement par cette route et sa holding *Dordoï Associaciâ*. Ses deux fils, issus de deux mariages différents, sont associés aux affaires familiales. L'aîné, Urmat, après des études en Europe, dirige le Dordoï Plaza.

Sa capacité à nouer des liens à l'extérieur de la société a cependant joué un rôle non moins déterminant. Lors d'un voyage en Chine, à la fin des années 1980, dans la région d'Artux (Xinjiang), il se lie d'amitié avec un citoyen chinois.

Lors d'un de mes voyages, j'ai rencontré un Kirghize de Chine... euh enfin, vous savez, un Ouïgour... Nous sommes devenus amis et nous avons commencé à faire du commerce ensemble... Plus tard nous avons marié son fils avec la fille de mon frère... Désormais nous sommes de la même famille.

Cette ascension sociale s'est construite sur différents registres. Sa position au sein des structures d'État (komsomol, municipalité de Bichkek, etc.) s'est affermie après l'indépendance, dans une proximité avec la nébuleuse qui entoure le président Akaev¹³. La légitimité d'un responsable politique se construit néanmoins dans une forte référence à un ancrage territorial. Pour être légitime, il faut représenter une localité et le retour dans la région natale apparaît comme un élément incontournable. Son expérience de gouverneur de la région intervient à un moment où cette position est encore prisée par l'élite politique. Elle offre une protection politique majeure pour poursuivre des activités de commerce dans une société en pleine transformation. Cette position ambiguë de businessman

¹³ Salymbekov a été membre du parti présidentiel *Alga Kirghizstan* lors des élections de mars 2005, puis de celui de Kurmanbek Bakiev.

et de gouverneur constitue une forme d'échange entre le pouvoir central et le pouvoir régional. D'un côté, pour Salymbekov, c'est un gage d'allégeance au pouvoir central qui permet, de l'autre côté, de poursuivre le développement d'activités privées dans une société en pleine libéralisation.

Au moment des élections législatives de mars 2005, A. Salymbekov se réclame, comme la plupart des candidats, de la majorité présidentielle. Dans sa circonscription d'At-Bašy, où il est né, il affronte plusieurs notables appartenant aussi à des partis politiques proches du Président. Il s'oppose notamment à Naken Kasiev, fondateur du parti *Elet*¹⁴, qui peut, comme lui, revendiquer une légitimité politico-administrative (il est gouverneur régional de l'*oblast* d'Och). Celui-ci est également originaire de la région d'At-Bašy et a gardé des liens étroits avec sa région d'origine. La lutte oppose donc deux anciens hauts fonctionnaires ayant un capital politico-administratif important et un ancrage local indéniable. Ce qui les différencie essentiellement, c'est que l'un d'eux maîtrise des ressources-clés privatisées pendant les premières années de l'indépendance. Le processus de démocratisation entraîne un développement du clientélisme car les candidats doivent s'assurer le soutien de supporters. La construction de ces liens s'opère de manière complexe à différents moments et dans différents espaces (amitiés, relations familiales, alliances matrimoniales, liens professionnels, etc.).

Il est admis que l'homme qui prétend avoir une position de pouvoir doit impérativement redistribuer. La construction d'un réseau de solidarité ne peut s'appuyer uniquement sur la valorisation d'une appartenance identitaire tribale¹⁵. La démocratisation de la vie politique renforce des pratiques de clientélisme qui témoignent de la vitalité de groupes informels et de réseaux de solidarité. L'ancrage local est une condition incontournable pour avoir des chances de gagner, mais il faut aussi posséder d'autres qualités pour construire une clientèle politique. Les deux candidats avaient un profil relativement identique. Si Salymbekov a finalement gagné avec 63 % des voix, on peut l'expliquer grâce à sa capacité de redistribution.

Salymbekov a pu offrir des emplois, labourer le terrain de sa circonscription, favoriser certains projets (réfections de routes, constructions de ponts, etc.) pendant qu'il était gouverneur de la région¹⁶ et maîtriser l'accès aux services de l'État. Il dispose aussi de nombreux relais familiaux, dont un cousin, propriétaire de l'unique bazar d'At-Bašy. Avant de quitter son poste de gouverneur, il a participé au choix de son successeur

¹⁴ Pour une présentation exhaustive de l'ensemble des partis, cf. ICG Report, Bruxelles, n° 84, 2004, www.crisisgroup.org

¹⁵ Pour une critique de la notion de tribalisme dans la vie politique kirghize, cf. Gullette (2002).

¹⁶ On pourrait parler aussi de sa relation avec la fondation Aga Khan et de la construction de la toute nouvelle université à Naryn. Le projet de cette fondation est une forme de captation de ressources extérieures.

et disposait donc de ce que l'on appelle communément dans l'espace postsoviétique des "ressources administratives" (*administrativnye resursy*). Son influence économique se manifeste au sein de sa circonscription par l'importance de ses activités familiales. Sa puissance politique tient avant tout à ce qu'il a su capter une ressource extérieure à sa société en maîtrisant une grande partie du commerce avec la Chine dans la capitale. Dans son bazar Dordoj travaillent des centaines de jeunes originaires d'At-Bašy. À l'approche de l'hiver, quand prennent fin les travaux agricoles, nombreux sont ceux qui cherchent un emploi en ville, en s'appuyant sur les hommes de pouvoir de leur région.

Un ancien député du Soviet Suprême, Šombet Bajgazakov, originaire d'At-Bašy, déclare au moment des élections de mars 2005 :

Il est clair qu'aujourd'hui, les élections sont devenues une véritable surenchère. On parle de l'achat d'un vote à 1 000 soums. On a l'impression que tout s'achète... De mon bureau, je vois défiler par la fenêtre des camions remplis de charbon, des camions citernes pour donner de l'essence aux paysans, des chargements de vodka, du riz, du thé... C'est absurde et totalement irrationnel.

Loin des hauts pâturages et des villages, les relations politiques se tissent dans des espaces extérieurs à la localité, tout en continuant à s'inscrire dans une référence à un territoire local ou régional.

Ces réseaux forment des « territoires circulatoires » qui conditionnent la vie politique locale, bien qu'ils ne soient pas apparents dans la réalité du village. Les principales figures du pouvoir sont absentes de la vie quotidienne rurale car elles sont parties en quête de ressources qui font défaut à la société locale. Askar Salymbekov illustre la montée en puissance des nouveaux personnages politiques, souvent issus de l'économie du bazar, les *bazarkom*. Dans la région de *Naryn*, très peu de candidats d'opposition se sont présentés et ces élections ont vu le triomphe de ces nouvelles figures du pouvoir. C'est autour d'une marque, *Dordoj*, qui renvoie implicitement à un individu et à une région, que des principes de solidarité se mettent en place. C'est ainsi que l'on peut voir, sur la route menant à *Naryn*, une forme d'enseigne publicitaire « *Naryn-Dordoj* » peint à la chaux sur les collines bordant la route reliant Bichkek à *Naryn*.

Un certain nombre de critères d'éligibilité sont nécessaires, mais ce qui importe avant tout, c'est la capacité à redistribuer des biens. Dans la conception locale des électeurs, le député est une figure de pouvoir qui peut arbitrer localement la répartition des ressources (emplois, biens, etc.)¹⁷. Pour ce faire, il doit être apte à construire un réseau bien au-delà de sa propre société.

¹⁷ Au moment de la campagne, E. Bajsalov a d'ailleurs promis de créer une centaine d'emplois en construisant une usine de brique à Čaek. Il s'est engagé aussi à approvisionner en essence à prix modéré sa ville natale.

Campagne électorale et captation de richesse

Le parcours d'un autre député de la circonscription de Naryn, Karganbek Samakov, illustre aussi l'importance d'aller capter des ressources à l'extérieur. Cet homme était responsable, à l'époque soviétique, de l'entretien des routes dans la région de Naryn et plus particulièrement de celle du col de Torugart qui mène à la Chine.

À la fin des années 1980, il participe à un voyage officiel dans la région de Kachgar, en Chine. Il dit à ce sujet :

J'ai fait la connaissance de Kirghizes de Chine, enfin plus exactement des Ouzbeks avec qui on pouvait se parler. Nous sommes devenus amis et je me suis lancé dans les affaires. J'ai commencé en faisant du troc (*barter*) car, à cette époque, les kolkhozes ne savaient pas quoi faire de leurs produits. J'apportais des poulets et je revenais avec des chemises, puis des télévisions... J'ai commencé avec une charrette, puis une voiture et ensuite des camions.

Il s'enrichit et devient un intermédiaire incontournable dans sa localité. Il explique son entrée en politique par l'attitude de son entourage :

Je suis venu par hasard à la politique. Un jour, j'assistais à un enterrement et j'ai rencontré un aveugle qui m'a demandé de l'aide pour se faire opérer de la cataracte. Je me suis renseigné et j'ai trouvé une solution pour l'opérer à Bichkek. Ensuite la rumeur s'est propagée et c'est finalement 40 personnes à qui j'ai payé l'opération... Ensuite des gens sont venus me voir et m'ont demandé de me présenter.

La question de l'appartenance identitaire à un *uruu* particulier ne joue qu'un rôle marginal selon lui :

Dans mon cas, l'*uruu* a joué un rôle très limité. Cela compte un peu dans mon village mais après, il faut surtout avoir la capacité d'aider les gens, de s'occuper d'eux et de leurs problèmes.

Ces nouvelles figures de pouvoir s'imposent donc en offrant des services, en redistribuant, en facilitant l'accès à des ressources qui ne sont plus contrôlées par l'État. K. Samakov développe son réseau au sein du Parlement et profite de sa position dans la commission des affaires étrangères pour l'élargir. Il déclare qu'au moment des élections, ses relations amicales ont joué un rôle de premier plan dans sa campagne :

Je suis ami avec un cheikh saoudien qui est un passionné de chasse au vol. Il vient de temps en temps au Kirghizstan. Avant les élections il m'a donné 250 000 dollars pour financer ma campagne. Cela a été déterminant pour moi car la campagne m'a coûté 500 000 dollars.

Dans le nouveau contexte social kirghize, les relations de pouvoir à l'intérieur de la société se concrétisent aussi par la capacité à nouer des liens à l'extérieur. Le fils de Samakov travaille chez Gazprom, à Moscou, entreprise avec laquelle il a ouvert des stations essence au Kirghizstan.

Ces nouvelles figures de pouvoir se dissocient progressivement d'un État devenu modeste, qui n'a plus la capacité de redistribuer des ressources, tout en gardant cependant un rapport avec lui, étant donné l'importance des douanes et des différents services encadrant les activités commerciales.

L'épisode suivant, la Révolution des Tulipes, montre néanmoins à quel point ces nouvelles figures sont contestées dans l'*oblast*' de Naryn.

Nurlan Motuev : charbon et tribu Saïak

Il faut signaler l'émergence d'une nouvelle figure politique, assez étrange, qui ne correspond pas du tout à ce modèle. C'est à l'occasion d'une série d'articles parue dans le quotidien d'opposition *Respublika* en 2003, que Nurlan Motuev, jeune intellectuel originaire de Naryn, critique l'ouvrage récemment publié par la fille du président, Bermet Akaeva. Il y fustige la traduction proposée par la jeune femme du nom de la tribu saïak, qui signifierait "vagabond". Nurlan Motuev y voit une offense et propose une traduction alternative : "voyageur solitaire". Enjoignant l'éditeur de publier des excuses et de corriger le livre, il menace de mobiliser tous les *aksakal* offensés. L'éditeur obtempèrera. N. Motuev se présente donc désormais comme le porte-parole des Saïaks. Il est entré subitement dans le débat public à partir d'une question touchant à la définition de l'identité. Il crée par la suite un mouvement politique, *Žoornat*, et participe à la contestation du pouvoir présidentiel au moment de la Révolution des Tulipes, en mars 2005.

En juin 2006, N. Motuev prend la tête d'une fronde qui conteste la manière dont les ressources ont été distribuées après l'effondrement de l'URSS. Ce raisonnement le conduit à prendre possession d'une partie des mines de Kara-Keče surnommées *Beš-Sary*. Ces mines de charbon se situent dans sa région natale de Naryn (arrondissement de Žumgal) et appartiennent depuis la privatisation à un député, K. Žoldošbaev, originaire de Bichkek. Ce dernier est propriétaire du bazar Beš-Sary dans la capitale, au sein de sa circonscription. Contestant les conditions de la privatisation des ressources au Kirghizstan, N. Motuev réclame une révision et propose une meilleure répartition des ressources, organisée sur un principe "ethniste". Les mines de Naryn, par exemple, doivent appartenir à la population locale c'est-à-dire aux Saïaks. Affublé du surnom médiatique "Le roi du charbon", N. Motuev est arrêté en mars 2006, jugé, puis condamné. Il a séjourné un an en prison avant d'être libéré en 2007.

Dans cet épisode, la mobilisation identitaire s'appuie sur un rapport singulier à la gestion des ressources. La parenté (kir. *tuugančylyk*) ou l'identité tribale (kir. *uručulduk*) ne sont pas les seuls critères. L'amitié, les relations professionnelles (rus. *administrativnye resursy*) sont des facteurs tout aussi importants.

Conclusion

La société kirghize a connu de profonds changements depuis la fin de l'URSS. Au-delà du poids de l'héritage soviétique dans tous les domaines, le manque de ressources au niveau local entraîne la nécessité d'adopter des logiques de captation pour assurer la reproduction de la vie sociale. Cela implique de construire des rapports de solidarité bien au-delà de son espace local. Dans ce contexte, les conceptions de l'entraide et de la différence dans la société kirghize actuelle se sont profondément transformées. La privatisation économique, la libéralisation politique et l'ouverture de la société font naître de nouvelles formes de solidarité. Celles-ci se matérialisent avec l'apparition de territoires circulatoires traversant les frontières du pays et avec l'émergence de figures politiques qui construisent leur légitimité politique en allant capter des ressources au-delà de leur espace social traditionnel.

Cette logique de captation demeure fragile car elle dépend en grande partie de l'attitude des pays voisins. La fermeture de la frontière chinoise, la mise en place d'un régime de visas avec le Kazakhstan ou la Russie auraient immédiatement des répercussions sur la société kirghize aux niveaux économique et politique. Les Kirghizes ont intégré la mobilité comme moyen de lutter contre l'enclavement et créé une société de trafic qui tire sa force de sa capacité à construire un rapport très plastique à son environnement en fonction des contingences historiques. Aussi les stratégies identitaires se réorientent suivant les grands bouleversements sociopolitiques qu'a connus le pays.

Bibliographie

ABRAMZON S. M.

1951 « Formy rodoplennoy organizacii u kočevnikov Srednej Azii », in *Rodovoe obščestvo: ètnografičeskie materialy i issledovaniâ* [Trudy Instituta ètnografii im. N. N. Mikluho-Maklaâ, novaâ seriâ, t. XIV], Moscou, pp. 132-156.

AMSELLE Jean-Loup & Elikia M'BOKOLO (dir.)

1985 *Au cœur de l'ethnie : ethnologie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte.

ANDERSON Benedict

1996 *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.

BARTH Fredrik (ed.)

1969 *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Difference*, Bergen-London, Allen & Unwin.

BARTHOLD V. V.

1929 « Kirgiz », *Encyclopaedia of Islam*, t. II, Leiden, Brill, pp. 1025-1026.

BENNIGSEN Alexandre

1959 « La famille musulmane en Union soviétique », *Cahiers du monde russe et soviétique* vol. 1 n° 1, pp. 83-108.

BLOCH Peter

2002 « Kyrgyzstan: almost done, what next? », *Problems of Post-Communism* vol. 49 n° 1, pp. 53-62.

BRUBAKER Rogers

1994 « Nationhood and the national question in the Soviet Union and post-Soviet Eurasia: an institutionalist account », *Theory and Society* vol. 23 n° 1, pp. 47-78.

FISHER R. J., K. SCHMIDT, B. STEENHOF & N. AKENSHAEV

2004 *Poverty and Forestry. A case Study of Kyrgyzstan with Reference to Other Countries in West and Central Asia*, FAO [LSP Working Paper 13].

GELLNER Ernest

1980 *Soviet and Western Anthropology*, New York, Columbia University Press.

GOSSIAUX Jean-François

2002 *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, PUF.

GULLETTE David

2002 « Tribalism in Kyrgyzstan examined », *Central Asia and Caucasus* vol. 2 n° 14, pp. 31-37.

HUMPHREY Caroline

1983 *Karl Marx Collective: Economy, Society and Religion in a Siberian Collective Farm*, Cambridge, Cambridge University Press.

NALIVKINE V. P.

1889 *Histoire du Khanat de Kokand*, Paris, Ernest Leroux.

PÉTRIC B., S. JACQUESSON, J.-F. GOSSIAUX & A. BOURGEOT

2004 « L'émergence de nouveaux pouvoirs locaux sur les cendres d'un kolkhoze kirghize (oblast' de Naryn) », *Cahiers d'Asie centrale* n° 13-14, pp. 21-44.

PIPES R.

1954 *The Formation of Soviet Union: Communism and Nationalism, 1917-1923*, Cambridge, Harvard University Press.

POMFRET R. & K. ANDERSON

2001 « Economic development strategies in Central Asia since 1991 », *Asian Studies Review* vol. 25 n° 2, pp. 185-200.

RADNITZ Scott

2005 « Networks, localism, and mobilization in Aksy, Kyrgyzstan », *Central Asian Survey* vol. 24 n° 4, pp. 405-424.

ROY Olivier

1997 *La nouvelle Asie centrale*, Paris, Seuil.

SELLIER Jean & André SELLIER

2002 *Atlas des peuples d'Orient. Moyen-Orient, Caucase, Asie centrale*, Paris, La Découverte.

SHAHRIANI M. Nazif

1979 *The Kirghiz and Wakhi of Afghanistan: Adaptation to Closed Frontiers and War*, Seattle, University of Washington Press.

SKALNIK Peter

1990 « Soviet *etnografiia* and the national(lities) question », *Cahiers du monde russe et soviétique* vol. XXXI n° 2-3, pp. 183-193.

TARRIUS Alain

2002 *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.

TISHKOV Valery

1995 « "Don't kill me, I'm a Kyrgyz!": an anthropological analysis of violence in the Osh ethnic conflict », *Journal of Peace Research* vol. 32 n° 2, pp. 133-149.

À propos de Nurlan MOTUEV

Consulter les articles datés des 12.09.05, 10.01.06 et 28.11.06 sur le site Ferghana.ru, ainsi que le quotidien *Respublica* (mars, avril 2003).

Résumé

L'article s'interroge sur la manière d'envisager la solidarité dans la société kirghize postsoviétique. La construction de l'identité d'un groupe de solidarité ne se résume pas à une affiliation tribale traditionnelle mais repose sur des liens complexes, à l'intérieur et au-delà de la parenté, permettant d'accéder aux ressources. L'effondrement de l'élevage et de l'agriculture a des conséquences sur la définition de l'identité. Dans un contexte de libéralisation et d'ouverture des frontières, le rôle du commerce devient majeur dans la constitution d'un pouvoir économique-politique. Des acteurs sociaux s'imposent par des stratégies de captation de ressources à l'extérieur de leur société. Ce changement s'illustre politiquement à travers l'émergence d'une figure de pouvoir inédite, celle du "député-bazarkom".

Abstract

Power, identities and resources: the building of solidarity in Kyrgyzstan

The article deals with the question of solidarity in the post-Soviet Kyrgyzstan. The construction of the identity of a solidarity group is not related to an objective tribal affiliation, but is based on complex ties, internal to and beyond parentage, which allow access to resources. The collapse of stock-breeding and agriculture has implications in the definition of identity. In the context of liberalization and the opening of the country, trade is becoming a major issue in the constitution of a politico-economic power. Social actors try to capture resources outside their own society through appropriate strategies. This change is illustrated by the emergence of a new political actor - a Member of Parliament who is generally also owner of a bazar.

Mots-clés : pouvoir, transnationalisme, Kirghizstan, ONG, transition, factionnalisme.

Keywords: power, transnationalism, Kirghizstan, NGO, transition, factionalism.